

# L'économie souterraine au Canada, 2016

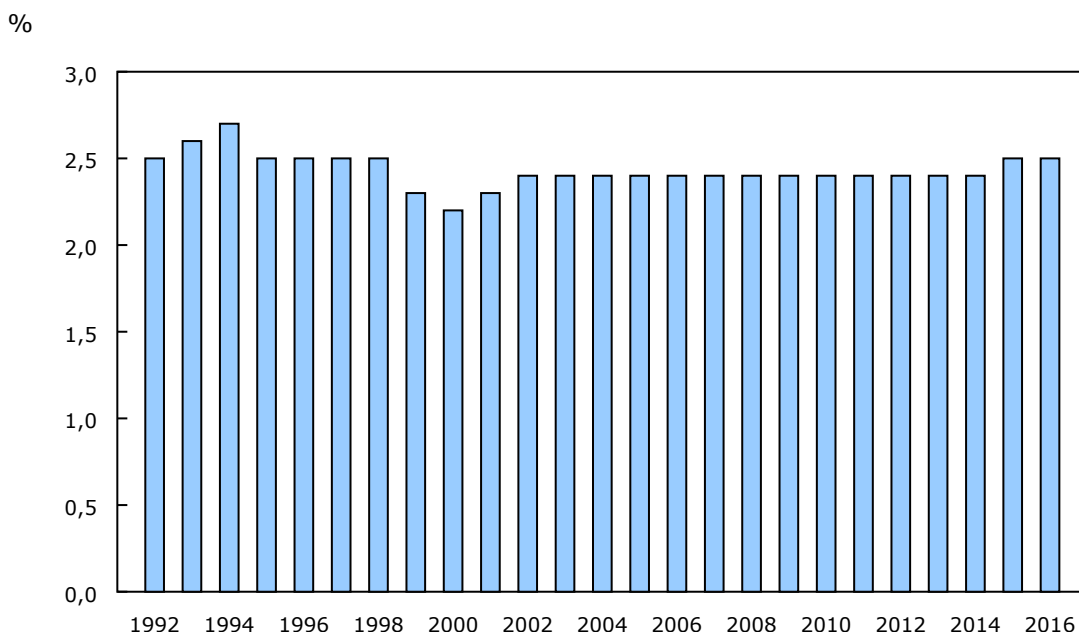
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le vendredi 12 octobre 2018

En 2016, la valeur totale de l'activité économique souterraine au Canada s'est chiffrée à 51,6 milliards de dollars, ce qui correspond à 2,5 % du produit intérieur brut (PIB). Depuis 1992, le point de départ de l'étude, l'économie souterraine en proportion du PIB a été relativement stable, atteignant un sommet de 2,7 % en 1994 et un creux de 2,2 % en l'an 2000.

L'économie souterraine peut être définie comme un ensemble d'activités économiques de marché, soit légales, soit illégales, qui échappent aux mesures en raison de leur nature cachée, illégale ou non officielle.

Pour les besoins de l'étude, certaines activités illégales, comme celles qui sont liées aux drogues et à la prostitution, sont exclues. Des estimations de la production et de la consommation illégales de cannabis sont toutefois présentées dans le tableau [Approvisionnement, consommation de cannabis et produit intérieur brut](#). Le PIB associé au cannabis illégal au Canada a été estimé à 3,3 milliards de dollars en 2016. Si les estimations du cannabis illégal avaient été ajoutées aux estimations de l'étude, la limite supérieure de l'activité économique souterraine, en proportion du PIB total, aurait été de 0,2 à 0,3 point de pourcentage plus élevé chaque année depuis 1992.

## Graphique 1 Économie souterraine en proportion du produit intérieur brut, Canada



Source(s) : Division des comptes économiques nationaux, 2018, tabulation spéciale.

L'économie souterraine au Canada a augmenté de 3,5 % entre 2015 et 2016, soit à un taux plus rapide que la croissance de 2,0 % du PIB de l'économie totale. En termes réels (c'est-à-dire, en éliminant la variation des prix), l'économie souterraine a progressé de 1,8 %, tandis que l'économie totale a progressé de 1,4 %.

La principale différence entre la croissance de l'économie souterraine et l'économie totale en 2015 et en 2016 est liée à la faiblesse du secteur pétrolier et gazier et, en particulier, aux contractions des investissements dans les machines et le matériel et la propriété intellectuelle. Bien que ces conditions économiques aient exercé une pression à la baisse importante sur le PIB total, elles ne constituaient pas des facteurs importants ayant contribué à l'économie souterraine.



---

## **La construction résidentielle continue d'être le principal facteur qui contribue à l'activité souterraine**

En 2016, trois industries ont représenté plus de la moitié de l'activité économique souterraine : la construction résidentielle (26,6 %), le commerce de détail (13,5 %) et l'hébergement et les services de restauration (12,1 %). Ces industries ont continué d'être les principaux facteurs ayant contribué à l'activité économique souterraine au Canada depuis 1992, soit la première année de référence de l'étude.

## **Les salaires et les pourboires non déclarés représentent la part la plus importante du revenu non déclaré**

Des 51,3 milliards de dollars de revenus non déclarés en 2016, la plus grande part est allée aux employés (46,8 %) sous forme de rémunération des salariés. Les salaires non comptabilisés dans les listes de paie et les pourboires non déclarés se sont chiffrés à 24,2 milliards de dollars en 2016, soit l'équivalent de 2,3 % de la rémunération officielle des employés. Ce montant correspond à 1 669 \$ par emploi dans le secteur des entreprises en 2016.

La portion restante du revenu non déclaré est allée aux sociétés (28,3 %) et aux entreprises non constituées en société (25,0 %).

## **Les services de restauration et de débits de boisson constituent la principale catégorie de dépenses des ménages associées à l'économie souterraine**

En 2016, l'activité économique souterraine associée aux dépenses de consommation finale des ménages a totalisé 2 198 \$ par ménage. La majeure partie de l'activité économique souterraine des ménages était liée aux achats de services d'alimentation (469 \$), aux frais de location résidentielle (439 \$), au tabac (229 \$), aux boissons alcoolisées (178 \$) et aux dépenses d'utilisation des véhicules (127 \$), qui comprennent les services d'entretien et de réparations.

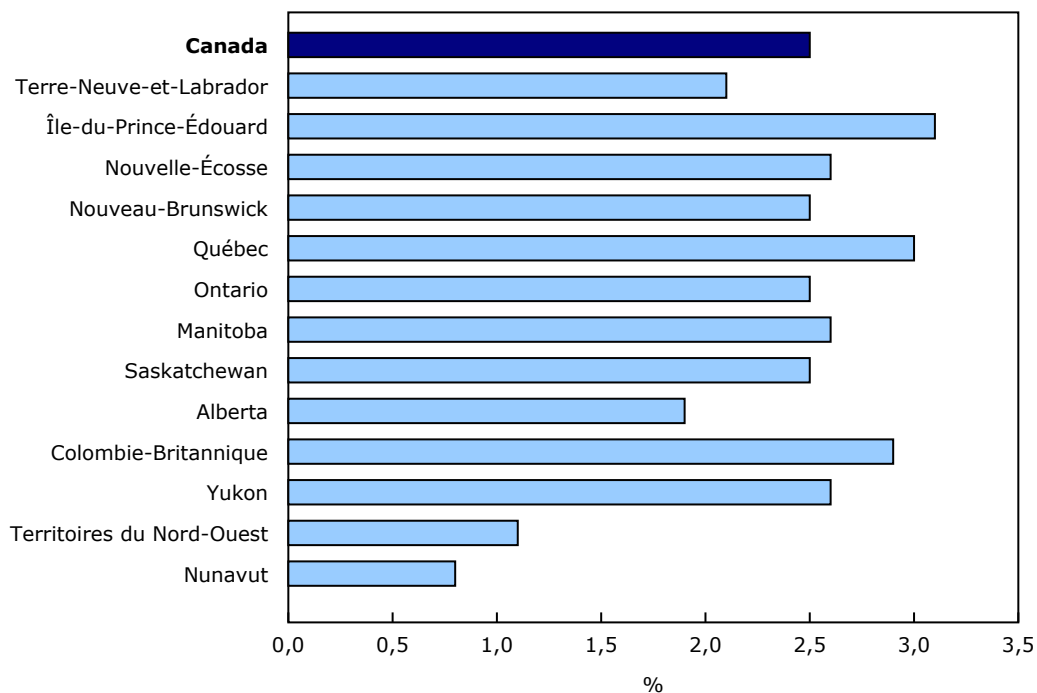
Les dépenses d'investissement en bâtiments résidentiels (26,7 %), qui comprend les nouvelles constructions et les rénovations, suivi des exportations nettes (7,7 %), a représenté la proportion restante de l'économie souterraine du point de vue du PIB en termes de dépenses.

## **Économie souterraine selon la province et le territoire**

La valeur totale de l'activité économique souterraine en 2016 a été la plus élevée dans les quatre économies les plus importantes : l'Ontario (19,7 milliards de dollars), le Québec (11,9 milliards de dollars), la Colombie-Britannique (7,6 milliards de dollars) et l'Alberta (5,8 milliards de dollars).

En proportion du PIB de l'économie totale, l'activité économique souterraine a été la plus importante à l'Île-du-Prince-Édouard, tandis qu'elle a été la plus faible au Nunavut et dans les Territoires du Nord-Ouest.

**Graphique 2**  
**Économie souterraine en proportion du produit intérieur brut selon la province et le territoire, 2016**



Source(s) : Division des comptes économiques nationaux, 2018, tabulation spéciale.

L'économie souterraine a représenté 3,1 % du PIB de l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard en 2016. Les industries qui sont les plus susceptibles d'exercer une activité souterraine, comme le commerce de détail et l'hébergement et les services de restauration, constituent la plus grande part de l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard, comparativement aux autres provinces et territoires. À l'inverse, des secteurs comme l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz, dans lesquels les activités souterraines ont une incidence plus faible, jouent un rôle moins important dans l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard.

En proportion du PIB de l'économie totale, le Nunavut (0,8 %) et les Territoires du Nord-Ouest (1,1 %) ont affiché les plus faibles économies souterraines. L'étude part du principe qu'il n'y a aucune activité économique souterraine dans le secteur des administrations publiques, lequel représente une grande part des économies du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest.

## Note aux lecteurs

De nouvelles estimations de l'économie souterraine par province et territoire, pour les années allant de 2014 à 2016, sont offertes aujourd'hui. Des données révisées sont présentées pour les années de référence allant de 2010 à 2013. Les données de 2007 à 2009 n'ont pas été révisées. Au niveau national, des estimations non révisées sont disponibles depuis l'année de référence 1992.

Toutes les estimations du présent communiqué sont exprimées en dollars nominaux courants sauf indication contraire. L'étude fournit des estimations corrigées pour tenir compte de l'inflation à l'échelle nationale, mais non à l'échelon provincial ou territorial.

L'économie souterraine peut être définie comme un ensemble d'activités économiques de marché, soit légales, soit illégales, qui échappent aux mesures en raison de leur nature cachée, illégale ou non officielle. Pour les besoins de l'étude, certaines activités illégales, comme celles qui sont liées aux drogues et à la prostitution, ont été exclues. Des estimations de la production et de la consommation illégales de cannabis sont toutefois présentées dans le tableau [Approvisionnement, consommation de cannabis et produit intérieur brut](#).

L'étude présente des estimations de l'économie souterraine selon chacune des trois mesures du produit intérieur brut (PIB), c'est-à-dire selon les revenus, les dépenses et l'industrie.

Le lecteur doit faire preuve de prudence dans l'interprétation des résultats de l'étude. Tout d'abord, les estimations présentées fournissent une limite supérieure, conformément à la recommandation du guide de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour la mesure de l'économie non observée. Afin de déterminer ces limites, des hypothèses ont été formulées, en vue d'estimer l'ampleur maximale que pourraient atteindre les activités souterraines, en sus de la portion déjà incluse dans le calcul du PIB selon les méthodes classiques.

Ensuite, en raison de la nature même des activités souterraines, il est difficile d'obtenir des renseignements à leur sujet, de sorte que les estimations doivent forcément reposer sur des hypothèses, des données indicatives et différentes méthodes de mesure indirecte.

Enfin, le PIB officiel comporte déjà certains ajustements implicites ou explicites au titre de l'activité économique souterraine. Tout cela fait en sorte qu'il n'est pas possible de simplement ajouter les estimations calculées dans l'étude au PIB officiel pour obtenir une mesure du PIB englobant l'économie souterraine.

Des tableaux de données pour les provinces et les territoires, de 2007 à 2016, et pour le Canada, de 1992 à 2016, sont disponibles sur demande.

Les documents de référence « [Méthodologie de mesure de l'économie souterraine par province et territoire](#) » de la collection *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens (13-605-X)* et « [L'économie souterraine au Canada, 1992 à 2011](#) » des *Comptes des revenus et dépenses, série technique (13-604-M)* sont accessibles.

*Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens (13-605-X)* est accessible.

Le *Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques (13-606-G)* est accessible.

Le *Guide méthodologique : Système canadien des comptes macroéconomiques (13-607-X)* est accessible.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca](mailto:STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca](mailto:STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca)).